

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
EXTRA 03/00

ÉFAI – 000029 – AMR 25/01/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

PRISONNIER D'OPINION

CUBA

Víctor Rolando Arroyo Carmona, journaliste

Londres, le 18 janvier 2000

Le journaliste Víctor Arroyo a été condamné à une peine de six mois d'emprisonnement pour avoir réuni des jouets afin de les distribuer à des enfants. Les autorités examinent actuellement le recours qu'il a formé contre sa sentence. Amnesty International estime que cet homme a été poursuivi en justice pour des motifs politiques et le considère comme un prisonnier d'opinion.

D'après les informations recueillies, le 8 janvier, des membres du *Departamento de Seguridad del Estado* (DSE, Département de la Sûreté de l'État) ont fouillé le domicile de Víctor Arroyo, dans la province de Pinar del Río, et confisqué quelque 140 jouets. Il les avait apparemment achetés pour les donner aux enfants pauvres de la province, grâce à des fonds réunis par des groupes d'exilés cubains à Miami dans le cadre d'une collecte effectuée à l'occasion de Noël, baptisée *Proyecto Reyes Magos del Milenio* (Projet des rois mages du millénaire). D'après les informations recueillies, Víctor Arroyo avait déjà distribué plus de 100 jouets aux enfants de la région.

Le 14 janvier 2000, il a été reconnu coupable d'« *acaparamiento* » (« *accaparement* ») de ces jouets, aux termes de l'article 230 du Code pénal cubain.

Amnesty International pense qu'il a été condamné en raison de sa collaboration avec l'agence de presse indépendante *Unión de Periodistas y Escritores Cubanos Independientes* (UPECI, Union des journalistes et écrivains cubains indépendants), et de ses liens avec des groupes d'exilés cubains de Miami opposés au gouvernement.

Víctor Arroyo avait été précédemment emprisonné pour une période d'un an et neuf mois en 1996, après avoir été reconnu coupable de « *desacato* » (« *outrage* ») et d'« *atentado* » (« *violences* »), à la suite, semble-t-il, d'un différend avec un policier. Il avait également été placé en détention pour une courte période en novembre 1999.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'arrestation de Víctor Arroyo s'inscrit dans le cadre de la campagne de répression menée actuellement par le pouvoir cubain contre les dissidents. Aux mois de novembre et décembre 1999, aux alentours du sommet ibéro-américain organisé à la Havane, quelque 260 personnes, parmi lesquelles des journalistes indépendants, des défenseurs des droits humains et des opposants politiques du régime castriste, ont été appréhendés. Onze de ces personnes attendent aujourd'hui d'être jugées. Amnesty International pense que plusieurs centaines de prisonniers politiques sont incarcérés à Cuba.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax / télex (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– demandez instamment la libération immédiate et inconditionnelle de Víctor Rolando Arroyo Carmona, en soulignant qu'Amnesty International considère ce journaliste comme un prisonnier d'opinion.

APPELS À :

Procureur général :

Dr Juan Escalona Reguera
Fiscal General de la República
Fiscalía General de la República
San Rafael 3, La Habana, Cuba

Télégrammes : Fiscal General, La Habana, Cuba

Télex : 511456 fisge

Fax : 53 7 66 94 85

Formule d'appel : Sr Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,

Ministre des Affaires étrangères :

Sr. Felipe Pérez Roque
Ministro de Relaciones Exteriores
Ministerio de Relaciones Exteriores
Calzada N° 360, Vedado, La Habana, Cuba

Télégrammes : Ministro Relaciones Exteriores, La Habana, Cuba

Télex : 511122 / 511464 / 512950

Fax : 53 7 33 3085 / 33 3460

Formule d'appel : Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,

Ministre de l'Intérieur :

General Abelardo Colomé Ibarra

Ministro del Interior
Ministerio del Interior
Plaza de la Revolución, La Habana, Cuba
Télégrammes : Ministro del Interior, La Habana, Cuba
Fax : 53 7 335261
Formule d'appel : *Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Union nationale des juristes :
Unión Nacional de Juristas
Apartado 4161
La Habana 4, Cuba

Rédacteur en chef du quotidien *Granma* :
Sr Jacinto Granda de Laserna
Granma
Apdo 6260, La Habana, Cuba

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de Cuba dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 15 FÉVRIER 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*.a version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*